



L'EUROPE, QUELLE CRISE ?

L'année 2016 a marqué une nouvelle étape dans ce qu'il est convenu d'appeler la crise de l'Europe. L'Union Européenne connaît une crise sans précédent dont il faut rappeler les points fondamentaux, même si la crise elle-même peut être synthétisée sous le seul terme de désaffection, voire de désillusion. Dans la crise que traverse l'Union Européenne, on peut pointer ce qui relève des responsabilités propres de l'Europe elle-même, les limites de l'intégration économique, le manque de démocratie interne, la montée en puissance de l'Allemagne et de son modèle économique. L'UE souffre globalement de ses faibles performances économiques et il est facile de moquer son bilan au regard des promesses de prospérité qu'elle présentait il y a 25 ans. Face à cette désillusion, plus personne ne s'avance pour défendre l'UE, pour suggérer que la crise serait sans doute pire sans les mécanismes européens, pour avancer les mérites des réalisations de soixante ans de construction européenne. L'Euro lui-même est perçu comme un échec, après avoir été le nec plus ultra de l'intégration économique et du dépassement des intérêts nationaux.

La crise de l'Europe peut être considérée comme la résultante de plusieurs crises qui s'intitulent la crise migratoire, la crise du terrorisme et de la sécurité, la crise des nationalismes, la crise du Brexit. Et l'on pourrait ajouter la crise d'anémie économique, crise chronique qui mine toute idée d'un renouveau rapide, d'une relance synonyme de reconquête des esprits.

La crise migratoire a été le catalyseur le plus efficace de la crise interne de l'UE. Non pas que l'on puisse lui imputer une quelconque responsabilité directe dans le déclenchement du processus de déplacement des populations ... encore que l'on rappelle souvent que les pays européens ont regardé en observateurs les événements de Syrie et d'Irak à l'exception de la France, bien isolée en l'occurrence. Cette crise a été surtout le révélateur des divergences de fond entre les Etats européens en agissant comme une preuve de la faiblesse de l'intégration interne. La crise migratoire a accentué les lignes de fracture au sein de l'Europe, Nord contre Sud, Est



L'Europe, quelle crise ?

contre Ouest. Angela Merkel et la Commission de Bruxelles ont reproché aux pays de l'Est d'avoir refusé de prendre leur part de réfugiés au plus fort de la crise, fin 2015, ce qui a conduit l'Allemagne à favoriser le rapprochement avec la Turquie pour rediriger les flux de migrants arrivant massivement en Grèce. De fait, les Etats de l'UE ont accepté des quotas de réfugiés en septembre 2015- jusqu'à 160000 en deux ans- mais, pour l'instant, rares sont ceux à avoir respecté leurs engagements. Le nombre de réfugiés relocalisés depuis la Grèce et l'Italie atteint péniblement les 4000 à la fin août 2016. De leur côté, Varsovie, Budapest ou Bratislava ont dénoncé une décision unilatérale de Berlin qui a ouvert ses frontières aux réfugiés syriens en septembre 2015 sans les consulter, sans tenir compte non plus du « règlement de Dublin » qui stipule qu'un réfugié doit déposer sa demande d'asile dans le premier pays européen où il met le pied.

De plus, l'incapacité des Européens à gérer eux-mêmes dans la cohérence la crise des réfugiés les a conduits à signer l'accord avec la Turquie en mars 2016, accord rendu nécessaire par la situation intenable de la Grèce dans l'incapacité de recevoir un surcroît de masses de migrants. Cet accord, initié essentiellement par l'Allemagne, traduit l'incapacité de l'Europe à gérer une problématique exceptionnelle et à se passer d'un partenaire, par ailleurs laissé en lisière de l'UE depuis cinq décennies et critiqué pour son rôle ambigu dans les affaires actuelles de Syrie et d'Irak. A une organisation fondée sur des principes universels, l'UE substitue une autre réalité, celle d'un ensemble incohérent mais pragmatique où les impulsions décisives sont essentiellement le fait de l'Allemagne.

Le pragmatisme européen-il faudrait presque dire les pragmatismes européens successifs- est le corollaire de la crise de la puissance européenne qui renvoie lui-même à l'inachèvement d'une puissance géopolitique forte et indépendante. Le terrorisme qui frappe l'Europe, la France, la Belgique, l'Allemagne en particulier, souligne les limites de la sécurité européenne. Les pays européens ont chacun leur propre approche du terrorisme et, bien loin de renforcer la cohésion de l'UE, le terrorisme djihadiste révèle les failles de l'unité de l'Europe. Certes, le Royaume-Uni a impressionné par